



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/inefficace-contre-la-pauvrete>

DOSSIER : RSA et autres réformes

# ... inefficace contre la pauvreté, pérennisant les petits boulots

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1091 - octobre 2008 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 octobre 2008

## Description :

... Jean Gadrey en apporte la démonstration.

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

**... ce que confirme Jean Gadrey, Professeur à la faculté des sciences économiques et sociales de l'Université Lille I, références et calculs à l'appui :**

Depuis les années 1980, de nombreuses politiques publiques ont consisté à donner satisfaction aux entreprises cherchant à imposer petits boulots et temps partiel contraint aux salariés. Ces politiques ont été très "efficaces" : le nombre de travailleurs vivant dans la pauvreté a fortement progressé en France, pour atteindre 1,7 million. On pensait que la panoplie de ces politiques de flexibilité contrainte suffisait amplement. Eh bien non. On en rajoute une couche avec le RSA, au nom de la lutte... contre la pauvreté salariale !

Qu'est-ce que le RSA ? Lorsqu'un allocataire du RMI ou de l'API reprend un emploi, il existe déjà un système dit "d'intéressement" qui lui permet de ne pas perdre, pendant un an, le bénéfice de son allocation. Il peut cumuler son nouveau salaire avec son allocation, intégralement pendant trois mois, partiellement pendant les 9 mois suivants. Le RSA est une sorte d'intéressement permanent, principalement réservé aux RMIstes reprenant un emploi à temps partiel et dont les revenus familiaux sont très bas. L'État leur verse, sans limite de temps, un supplément, plus important par exemple pour un quart temps au SMIC que pour un mi-temps, et décroissant ensuite. Ce supplément est aussi fonction de la situation familiale.

On nous dit : d'une part, cela va réduire sensiblement le nombre de pauvres (13,2 % de la population en 2006), d'autre part cela va contribuer à la création d'emplois, car les RMIstes auront plus d'intérêt financier qu'avant à reprendre un emploi. Il n'en est rien.

Réduire la pauvreté ? L'effet sera très faible ou nul à court terme, et peut-être négatif ensuite. D'abord, rien n'est prévu pour les millions de bénéficiaires de minima sociaux qui ne sont et ne seront pas en situation de reprendre un emploi (à commencer par les personnes âgées pauvres), ni pour les 18-25 ans et les chômeurs non ou peu indemnisés. Or on assiste actuellement à leur appauvrissement. Ensuite, avec le RSA actuel, on reste nettement en dessous du seuil de pauvreté (soit 882 euros en 2006 pour une personne seule) quand on perçoit le RSA en travaillant au SMIC à quart de temps ou même à mi-temps, ce qui va être le cas de la majorité des personnes concernées.

Une incitation à reprendre un emploi ? L'idée que les chômeurs ont d'abord besoin d'incitation financière ne résiste pas aux faits... Ils ont avant tout besoin que l'économie crée des emplois décents, ce qui n'est pas le cas. Ensuite, s'agissant d'incitations, tous calculs faits [\[1\]](#), il apparaît qu'au cours de la première année, les "reprenneurs d'emplois" à mi-temps ou moins ne gagnent rien de plus avec le RSA qu'avec le système actuel, et que ceux qui reprennent un emploi à plus d'un mi-temps y perdent beaucoup, jusqu'à 3.000 euros pour un emploi au SMIC à temps plein ! Ce n'est qu'à partir de la deuxième année que le RSA améliore un peu les choses. Comme progrès il y a mieux, pour des RMIstes qui ne sont généralement pas en situation de faire des plans de carrière...

En réalité, le RSA produit bien une incitation, mais en direction des employeurs : une incitation à laisser les gens végéter sur des miettes d'emploi parce que l'État leur verse alors un complément de salaire pérenne. On subventionne (indirectement et indéfiniment) d'autant plus les emplois qu'ils sont à temps partiel plus court ! On instaure une prime aux plus petits boulots, qui les rend plus attractifs... pour les employeurs, alors qu'ils sont à l'origine de la pauvreté salariale qu'on prétend combattre. C'est une politique de pérennisation des petits boulots et du temps partiel subi.

Dans ces conditions, le RSA va sans doute jouer un (petit) rôle dans les créations d'emploi, mais il ne s'agira pas de

## **... inefficace contre la pauvreté, pérennisant les petits boulots**

---

vrais emplois. Le RSA va augmenter ce qu'on appelle le sous-emploi (1,4 million de personnes en 2007). Au même titre, par exemple, que les politiques d'encouragement aux "services à la personne" que Christine Lagarde montre en exemple, en oubliant de dire que la durée hebdomadaire moyenne de travail y est de 10 heures. Le temps partiel court comme horizon des politiques de l'emploi, le "travailler peu pour gagner peu", voilà ce qu'encourage et subventionne ce gouvernement, y compris avec le RSA.

---

[1] voir sur internet : <http://cidrolin.over-blog.fr/article-22436548.html>